<https://essaillon-sedron.net/Le-presbytere-et-l-eglise>

Lou Trepoun 33

Le presbytère et l'église

- Lou Trepoun - Lou Trepoun de 30 à 39 - Lou Trepoun 33, Nov-2002 -

Date de mise en ligne : vendredi 4 octobre 2013

Date de parution : novembre 2002

Copyright © L'Essaillon - Tous droits réservés

Sommaire

- [Extrait de « Notre village en 1910 » par Maurice Gontard \(Trepoun spécial 22 bis\) :](#)

Dans les premières années de la Restauration, la grande préoccupation des autorités est constituée par l'entretien de bâtiments publics et des voies de communication négligé depuis 26 ans.

La question de l'église et du presbytère était au premier rang. L'une et l'autre avaient été négligés sous la Révolution et les quelques travaux faits à l'église sous l'Empire étaient insuffisants si bien qu'avec le retour du Roi et l'influence prise par le clergé dans les affaires publiques les réparations à l'église et au presbytère vont être d'actualité.

Le 6 septembre 1816 le desservant de Séderon, Vial, très estimé de la commune car il « *sacrifie sans relâche sa fortune, sa santé, et tous les instants de sa vie au bonheur de ses ouailles* » écrit que l'église était « *extrêmement humide et malsaine, au point que lorsque les pluies y sont un peu abondantes il y entre une grande quantité d'eau ; les murs intérieurs et extérieurs se décrépissent ; les ornements y pourrissent ; les Saintes Espèces ne peuvent se conserver dans le tabernacle au-delà de huit à dix jours ; un angle menace d'une ruine très prochaine* »

De son côté, le presbytère, comme l'écrit l'Evêque au Préfet en 1820 « *présente trop de danger pour ses jours pour que le desservant puisse y rester encore avec sécurité. Le bâtiment menace ruine. Si la commune ne se mettait en voie de pourvoir au logement de son pasteur, celui-ci serait obligé de se retirer.* »

Après cette menace le Conseil municipal fait établir un devis de réparation, 800 francs. Sur ces entrefaites le desservant Vial « *pour la sécurité de ses jours* » est obligé à l'abandon et reçoit l'ordre d'aller desservir la succursale de Vers.

L'évêque, sollicité de nommer un autre pasteur à Séderon répondit « *qu'il adhérerait volontiers à notre prière lorsque nous aurions un logement plus commode et plus rapproché de l'église* ».

Le presbytère actuel « *présente les inconvénients de l'éloignement puisqu'il est placé à peu près à l'extrémité du village tandis que l'église occupe l'extrémité opposée* »

On envisage alors d'installer le prêtre dans un nouveau presbytère et Antoine Davin, garde forestier et champêtre, est prêt à échanger la maison qu'il possède à la bourgade contre le presbytère.

Le conseil municipal réuni le 13 mai 1821 sous la présidence du maire Brachet se rallie « *unaniment* » à la proposition considérant que « *le presbytère est trop éloigné de l'église* » et sans jardin, que « *la maison du sieur Davin présente l'avantage non seulement du rapprochement de l'église* », mais « *qu'elle est située dans un lieu infiniment plus tempéré, qu'à son midi se trouve attenant un jardin, que les réparations qu'elle nécessite, une fois faites, le seront pour de longues années.* »

Le coût de l'opération serait le paiement à Davin d'une soulte de 300 francs représentant la différence entre les estimations du presbytère (500 francs) et celle de son immeuble (800 francs) plus les travaux d'aménagement de l'immeuble Davin (2200 francs) soit 2.500 francs au total.

Le sous-préfet est favorable à l'échange, mais pour mieux s'assurer de l'opinion de la population il prescrit une procédure de « *commodo et incommodo* » confiée au notaire de Mévouillon, Morénas. La majorité des habitants est favorable au projet malgré « *quelques déclarations négatives* ».

Le conseil municipal dans une délibération du 24 mars 1822 vote une imposition extraordinaire de 2000 francs : les 300 francs de soulte plus les réparations ramenées à 1700 francs. Le maire demande une approbation rapide.

Le sous-préfet l'appuie « *car depuis quelque temps la commune est sans prêtre et les habitants sont, pour ainsi dire, privés du secours de la religion* ».

Le préfet donne un avis favorable et l'ordonnance royale du 28 août 1822 autorise l'échange et l'imposition extraordinaire de la commune.

Un nouveau desservant, Garde, vient s'installer au presbytère de la Bourgade.

Mais l'exécution des travaux sera retardée par suite des intempéries, « *les récoltes de 1821 et 1822 totalement enlevées par l'effet de la plus épouvantable grêle* », si bien que les crédits furent recouverts par quarts sur les exercices 22, 23, 24 et 25.

Par suite de ces retards, l'adjudication eut lieu seulement le 23 février 1823 ; les travaux furent confiés à François Xavier Tamisier entrepreneur de travaux publics à Saint Saturnin qui prit l'engagement de les terminer en septembre en garantissant la solidité pendant cinq ans.

Mais il y eut quelques mois de retard. Garde, nommé par l'Evêque desservant de Séderon le 2 juin 1822, pouvait écrire en novembre 1823 que depuis sa nomination « *j'ai été logé à mes frais, la commune n'ayant pas de presbytère véritable* ».

Pendant ce temps, le Conseil municipal devait aussi se préoccuper des réparations de l'église et le devis des travaux s'élevait à 3.097 francs.

Il décide le 12 février 1823 de lui consacrer 1.200 francs puis demande une subvention à l'Etat.

Le sous-préfet donne un avis très favorable. La commune « *mérite de participer aux subventions du gouvernement* » et celui-ci lui accorde un secours de 400 francs. La commune, faute de fonds, ne put tenir sa promesse d'accorder 1.200 francs, les récoltes de 1823 et 1824 ayant été « *une quatrième fois presque nulles par l'effet de la gelée et de la rouille* ».

Mais afin de faire les réparations les plus urgentes et pour « *prévenir les accidents* » on décide une réfection de la toiture avec la subvention de 400 francs : un devis proposait le changement de trois poutres de 9 m de bois de peuplier à 25 francs pièce, de vingt-cinq douzaines de soliveaux à 4 francs la douzaine, de 800 tuiles creuses à 7,50 francs le cent, et quarante autres tuiles de grand calibre à 50 centimes la tuile « *qui seront placées sur le faite, scellées au mortier de chaux et de sable* ». L'ensemble coûtera 310,65 francs.

En second lieu la protection de la muraille septentrionale humide sur laquelle est adossé le maître autel que l'on couvrira « *d'un boisage fait en noyer, cerisier ou cormier qui s'élèvera depuis le tableau du maître autel à la voûte et depuis le mur oriental jusqu'au mur occidental en y comprenant les deux piliers latéraux* »

On peut penser que les 400 francs de subvention furent loin d'être suffisants car le conseil municipal votera, le 29 octobre 1826, un impôt de 600 francs pour réparation à l'église.

Outre ces travaux, la commune avait dû faire face à des travaux sur les deux ponts de la Méouge : celui de la place de l'église et le plus bas pont. Enfin elle devait s'occuper de la reconstruction de la fontaine publique « *dans un état de dépérissement vraiment pitoyable* » déclarait le conseil municipal.

Le conseil, le 14 mai 1827 votait un crédit de 312,50 francs pour la réparer. Mais en 1829, la délibération n'avait pas encore été approuvée à Valence et le maire écrivait au préfet le 16 février que « *ses administrés étaient obligés de se servir des eaux de la rivière souvent boueuses, toujours dégoûtantes à cause des immondices du village qui s'y jettent dedans* ». Et le maire ajoutait qu'il avait « *la douleur de les entendre se plaindre, murmurer, et taxer l'autorité municipale de négligence* ».

Il concluait : « *Daignez, Monsieur le préfet, je vous en supplie me tirer de ce pénible embarras* ». Il fut entendu rapidement et la commune a été autorisée à s'imposer de 313 francs pour la réparation de la fontaine.

Ainsi le régime de la Restauration avait été pour le village une période de réalisations heureuses.

Maurice GONTARD

Extrait de « Notre village en 1910 » par Maurice Gontard (Trepoun spécial 22 bis) :

« L'état de l'école n'était pas seul à préoccuper la population ; il y avait aussi l'église. " La toiture est percée comme une écumoire ; il y pleut comme dans la rue ". Le curé Istier tente plusieurs démarches auprès de la municipalité puisque la commune est responsable de l'entretien du local. Ses interventions en février puis mai 1910 sont sans résultat. En novembre 1910 " une personne courageuse entraîne le chef de la municipalité dans cette église. " Malgré cette visite la situation ne s'améliore pas. Il faudra qu'en 1911 l'évêque de Valence retire le curé et déclare qu'il n'y aurait plus de prêtre dans la commune aussi longtemps que l'église resterait dans cet état, et les réparations seront faites. »